



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légimité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Leïla FETATMIA

Tél : 04.84.35.42.66.

leila.fetatmia@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 8 OCT. 2020

**Arrêté complémentaire n°86-2020-AE autorisant
au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement
les travaux de réparation des câbles d'alimentation électrique
de l'archipel du Frioul sur la commune de Marseille
et portant régularisation de cette liaison historique de la société ENEDIS**

VU la convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée adoptée à Barcelone en 1976, ainsi que ses protocoles ;

VU la directive n°2000/60/CE du parlement et du conseil européens du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la directive n°2008/56/CE du parlement et du conseil européens du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants ;

VU le code de l'énergie, en particulier ses articles L.322-8 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, dont notamment l'article L.221-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

.../...

VU l'arrêté ministériel du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée (SDAGE) et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du préfet maritime de la Méditerranée, signé le 04 octobre 2019, approuvant les deux premières parties du document stratégique de façade Méditerranée ;

VU le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône, et notamment son article 90 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 195-2019-MD du 15 novembre 2019 portant mise en demeure à l'encontre de la société ENEDIS de régulariser sa situation administrative relative aux travaux de pose d'un câble sous-marin de réparation entre la côte marseillaise et l'archipel du Frioul sur la commune de Marseille ;

VU le dossier de déclaration d'antériorité et de demande d'autorisation, présenté au titre des articles L.214-6 et R.214-53 du code de l'environnement par la société ENEDIS, réceptionné en préfecture le 10 mars 2020, et enregistré sous les numéros de dossier 86-2020 AE et CASCADE 13-2020-00071 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire n°86-2020 AE notifié au représentant de la société ENEDIS le 23 septembre 2020 ;

VU les observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire formulées par écrit par le représentant de la société ENEDIS, réceptionnées le 5 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT que les liaisons électriques reliant le continent à l'île Ratonneau et à l'île d'If ont été mises en service avant 1993, et de ce fait bénéficient de l'antériorité prévue par l'article L.214-6 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les opérations sont compatibles avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les objectifs environnementaux du Document Stratégique de Façade (DSF) pour la méditerranée occidentale ;

CONSIDÉRANT que le dossier de déclaration d'antériorité et de demande d'autorisation a été déposé en préfecture le 10 mars 2020, soit avant l'expiration du délai de quatre mois fixé par l'arrêté de mise en demeure précité ; que, dès lors, la société ENEDIS a souscrit à ses obligations administratives ;

CONSIDÉRANT que le dossier comporte une évaluation des incidences environnementales actualisée ;

CONSIDÉRANT les modalités techniques des travaux de réparation décrites dans le dossier ;

CONSIDÉRANT les études et les caractéristiques techniques du projet ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir la préservation des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.219-7 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les mesures prises en vue de la protection de l'environnement marin et terrestre ;

CONSIDÉRANT que les effets résiduels sur l'environnement sont négligeables du fait d'avoir été évités ou réduits grâce à l'ensemble des mesures prescrites ;

CONSIDÉRANT que ces travaux sont des opérations de réparation d'une des liaisons électriques ;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir en fonctionnement l'alimentation électrique des îles de l'archipel du Frioul ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 : Bénéficiaire et objet de l'autorisation

La

Société ENEDIS

dont le siège social est sis

**Tour Enedis
34 place de Corolles
92079 La Défense Cedex,
Immatriculation au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442
N° SIRET : 444 608 442 13 631**

représentée par

**Monsieur Frédéric BERINGUIER
Directeur Territorial des Bouches-du-Rhône
Direction Territoriale Enedis des Bouches-du-Rhône
6 allées Turcat Méry
13008 Marseille**

est ci-après désignée par l'expression "le bénéficiaire".

Le présent arrêté vise la régularisation de la liaison historique des câbles d'alimentation électrique de l'archipel du Frioul, l'autorisation des travaux de réparation de la liaison électrique entre le continent et l'île Ratonneau réalisés en 2019, et l'exploitation de ces liaisons électriques principales, de secours et d'alimentation de l'île d'If.

Au titre du contrat de délégation du service public de distribution d'électricité consentie par la Métropole Aix Marseille Provence, la société ENEDIS exploite les câbles d'alimentation de distribution électrique entre les îles du Frioul et Marseille. L'installation sur le domaine public maritime naturel contribue à assurer la liaison d'intérêt général entre Marseille et L'archipel des îles du Frioul.

ARTICLE 2 : Localisation des ouvrages

Les ouvrages et les travaux concernés par la présente autorisation sont situés sur le territoire de la commune de Marseille (13007). Les emprises relatives à ces travaux et installations figurent sur la carte en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Rubrique de la nomenclature

La rubrique concernée par cette autorisation, définie par la nomenclature figurant dans le tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique R.214-1	Intitulé	Régime
4.1.2.0	Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : 1° D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 € TTC	Autorisation

Le bénéficiaire du présent arrêté respecte les prescriptions générales figurant dans l'arrêté ministériel du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

ARTICLE 4 : Caractéristiques des ouvrages concernés

Article 4-1 Les liaisons historiques des câbles d'alimentation électrique

L'alimentation électrique des îles de l'archipel du Frioul (Ratonneau, Pomègues et If) depuis le continent est historiquement assurée par deux câbles tripolaires d'une puissance unitaire de 20 kVA ; de diamètre extérieur 100 mm, de masse linéique dans l'air 18 kg/m et dans l'eau 11 kg/m, avec pour constituants :

- trois âmes en cuivre de section unitaire 185 mm²,
- un écran semi-conducteur interne en PE épaisseur 0.8 mm par phase,
- une couche d'isolation en Polyéthylène d'épaisseur 6.2 mm par phase,
- un écran semi-conducteur externe par phase, constitué d'un ruban cuivre nu 10/100 pris en sandwich entre deux rubans nylon semi-conducteur,
- un bourrage de filins en jute par câble,
- une couche de jute par câble,
- une armure constituée de 42 fils en acier galvanisé laqués (diamètre 6 mm) par câble,
- un enrobage au polypropylène imprégné de brai (Résidu pâteux de la distillation de la houille ou du pétrole) par câble.

Cette structure de câble, non spécifiquement marinisée, est celle disponible à la fin des années 1970.

Le câble principal, dit « de travail », chemine sur le fond marin par le nord de l'île d'If sur une longueur d'environ 3 055 mètres et à une profondeur maximale de 22 mètres. Le câble dit « de secours » utilise un corridor au sud de l'île d'If, sur une longueur d'environ 2 900 mètres et à une profondeur maximale de 32 mètres.

Les points d'atterrage de ces deux câbles sont les suivants :

Atterrage	Latitude	Longitude
Monument aux morts d'Orient (13007, continent)	43°17'9.60"N	5°20'59.44"E
Ratonneau (13007, île)	43°16'54.85"N	5°18'56.08"E

L'alimentation de l'île d'If est assurée par un unique câble Haute Tension A (HTA) sur une longueur d'environ 845 mètres et à une profondeur maximale de 20 mètres.

Article 4-2 Les travaux de pose d'un câble de réparation en 2019

En 1989, apparition d'un premier défaut sur un des deux câbles lié à la corrosion du ruban cuivre ; en 1994, un deuxième défaut intervient sur le même câble.

Les conditions hydrodynamiques parfois importantes le long des tracés, en particulier au droit des atterrages, ont entraîné un ragage des câbles sur le fond marin et une usure prématurée des gaines.

Reprise des atterrages en 2004 ; nouveau claquage en 2005 sur le câble principal, puis en 2018 sur le câble de secours.

La liaison électrique n'étant plus opérée depuis cette date, le bénéficiaire a engagé des travaux de réparation de cette liaison par la pose d'un unique câble triphasé. La réparation a été effectuée en août 2019.

Le câble HTA de réparation est de type « Enterrabilité Directe Renforcée » (EDR). Il comprend trois conducteurs en aluminium de 150 mm² de section. Son diamètre extérieur est de 81 mm.

La localisation des points d'atterrage n'est pas modifiée par rapport à celles indiquées à l'article 4-1 du présent arrêté, mais le tracé du câble sur le fond marin utilise un corridor de moindre impact environnemental en évitant les herbiers de posidonie et les habitats coralligènes (voir annexe 2). Il passe par le nord de la digue des Catalans sur une longueur d'environ 3 800 mètres, et à une profondeur maximale de 40 mètres.

Aux deux points d'atterrage, le câble est fixé sur la roche, protégé par une gouttière en inox le long de la pente, puis par une gouttière en polyéthylène fixée par des colliers inox sur la roche. Cette gouttière se prolonge dans les premiers mètres d'eau afin de protéger le câble contre le ressac. Elle est fixée par des plaques et des colliers boulonnés en inox.

Sur tout le linéaire immergé où la profondeur est la plus importante (de 20 à 40 mètres) et à dominante de fonds meubles, le câble est fixé par des colliers sur une chaîne de lestage, sur une longueur d'environ 3 200 mètres. Cette technique autorise un effort de traction quasi nul sur le câble lors du déroulage, mais protège aussi le câble et facilite son ensouillage. Dans les zones d'atterrage à dominante rocheuse, le câble passe au sein de coquilles de lestage en fonte dont la fonction est de protéger le câble des agressions (ancres, houle, etc.), mais aussi de permettre son ensouillage naturel par action gravitaire.

Titre II : PHASE D'EXPLOITATION

ARTICLE 5 : Prescriptions techniques relatives à l'exploitation

Le bénéficiaire veille à ce que l'exploitation des installations n'entraîne pas de dégradation des milieux aquatiques et terrestres.

Le bénéficiaire est tenu d'entretenir en bon état les ouvrages sous-marins et souterrains, de façon à toujours convenir de l'usage auxquels ils sont destinés.

Les travaux d'entretien et de grosses réparations sont effectués selon les prescriptions des articles 5.1 à 5.7 ci-après.

Article 5-1 Prescriptions générales relatives aux travaux en phase d'exploitation

Les prescriptions ci-après concernent les opérations de travaux d'entretien et de grosses réparations terrestres et maritimes.

Le bénéficiaire impose aux entreprises chargées des travaux, la réalisation et mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité Environnement (PAQE) correspondant : ces procédures sont transmises au service chargé de la Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

Le bénéficiaire veille à ce que le déroulement des travaux soit conçu pour n'entraîner aucune dégradation des milieux aquatiques situés à proximité des zones de chantier et des voies d'accès des engins tant maritimes que terrestres.

La nature des matériaux utilisés et leurs conditions d'emploi sont sélectionnées afin d'éviter toute contamination du milieu. Toute mesure est prise afin d'assurer la protection des habitats et espèces remarquables terrestres et marines à proximité des zones de chantier.

Les opérations de nettoyage, d'entretien, de réparation, de ravitaillement et d'avitaillement des engins ainsi que le stockage et la manipulation des matériaux sont effectués à l'intérieur d'aires réservées à ces effets et strictement délimitées : ces aires sont aménagées et exploitées de façon à ne pas générer de pollution du milieu naturel.

Toutes les mesures sont prises pour la collecte, le tri, l'évacuation et le traitement des sous-produits solides et liquides générés par le chantier. Des moyens sont mis en place pour le recueil, le traitement et l'évacuation des eaux de lavages, des huiles usées et des hydrocarbures. Tous les matériaux issus des aménagements sont récupérés, stockés et évacués vers les filières de traitement adaptées.

Toutes les mesures sont prises pour prévenir les pollutions accidentelles. Un plan d'intervention est établi : il fixe l'organisation humaine et matérielle ainsi que les différentes procédures mises en œuvre en cas de pollutions accidentelles. Il est transmis au service chargé de la police de l'eau et au service contrôle de la DDTM avant le début des travaux.

Afin de permettre une intervention rapide en cas de pollution accidentelle, des "kits anti-pollution" sont disponibles sur chaque engin de chantier tant maritime que terrestre. Ces kits comprennent le matériel nécessaire pour combattre la pollution dans l'eau et, le cas échéant, sur le pont des navires. Le personnel est formé à leur utilisation.

En mer, en cas d'accident ou de pollution, le bénéficiaire informe immédiatement le Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage (CROSS) « La Garde », la capitainerie ainsi que le service contrôle de la DDTM. Il mobilise sur site, autant que de besoin, les moyens de secours et de lutte nécessaires. En cas de pollution accidentelle liée aux opérations du bénéficiaire de la présente autorisation, les opérations de dépollution sont à la charge de celui-ci.

Le bénéficiaire met en place une veille météorologique assurant la bonne maîtrise du chantier. En cas d'avis de tempête, toutes les mesures de sécurité des engins sont prises. Le bénéficiaire prend toute mesure pour assurer la sécurité des sites terrestres et maritimes (balisage, information aux navigateurs, capitainerie,...). Le chantier doit être arrêté en cas de houle susceptible d'empêcher le bon déroulement des opérations tel que prévu dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire soumet pour approbation au service chargé de la Police de l'Eau de la DDTM, dans un délai d'un mois avant le démarrage des travaux, le programme détaillé des opérations accompagné de leurs descriptifs techniques, des plannings de réalisation et de tous plans et documents graphiques utiles. Le programme détaillé décrit notamment les moyens et procédures pris pour limiter les effets du chantier sur le milieu conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées par le bénéficiaire aux entreprises retenues pour la réalisation des travaux.

En cas d'incident ou de situation susceptible de modifier le bon déroulement du chantier tel que prévu dans le présent arrêté et le dossier technique, et d'avoir des effets sur le milieu marin, l'entreprise, sous la responsabilité du bénéficiaire, doit impérativement interrompre les opérations et prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les effets sur le milieu. Les moyens et procédures de lutte contre une pollution accidentelle sont prévus (cf. Article 7). Les moyens de secours nécessaires sont mobilisés sur site autant que de besoin. Le bénéficiaire informe immédiatement le service contrôle de la DDTM, et leur fait connaître les mesures prises pour y faire face et éviter que cela ne se reproduise.

Article 5-2 Bilan de fin de travaux

En fin de chantier et dans un délai de trois mois suivant la fin des travaux, le bénéficiaire adresse au préfet et au service chargé de la Police de l'Eau de la DDTM un bilan global de fin de travaux qui contient, notamment :

- une description du déroulement des travaux,
- les résultats des opérations d'autosurveillance et leur interprétation, en suivant les prescriptions de l'article 8 du présent arrêté,
- les observations, les incidents, les pollutions accidentelles, les mesures prises pour y remédier, les éventuelles modifications apportées à l'avant-projet ainsi que les difficultés rencontrées lors des travaux et toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral,
- les plans de récolement des ouvrages,
- les bordereaux de suivi des déchets.

Article 5-3 Suivi du milieu

Le bénéficiaire met en place un système de contrôle du milieu à proximité et autour de chaque zone de chantier pendant toute la durée des travaux : les opérations de surveillance et de contrôle font l'objet d'un protocole de mesures de la qualité de l'eau permettant d'apprécier toute son évolution pendant toute la durée du chantier.

Un protocole incluant le mode opératoire des mesures et leur localisation est transmis pour validation un mois avant le début des opérations au service chargé de la police de l'eau. Des points de référence du milieu encadrent la zone de chantier. Les mesures à effectuer sur la turbidité de l'eau par un dispositif approprié muni d'une alarme, si nécessaire. Le protocole décrit également les modalités d'observations du plan d'eau en vue de détecter tout panache turbide aux alentours de la zone de chantier, notamment lors du démantèlement.

Article 5-4 Autosurveillance

Le bénéficiaire et les entreprises chargées des travaux mettent en œuvre, chacun pour ce qui les concerne, des procédures et moyens de suivi du chantier permettant de s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté. Les entreprises tiennent un registre de suivi journalier du chantier indiquant notamment ses principales phases, tout incident survenu et toute information relative à un fait susceptible d'avoir une incidence sur le milieu.

Le bénéficiaire consigne journallement :

- les informations nécessaires à justifier la bonne exécution des opérations,
- l'état d'avancement du chantier,
- tout incident susceptible d'affecter le déroulement du chantier.

Le registre de suivi journalier de chantier est tenu en permanence à disposition du service chargé de la Police de l'Eau et de l'unité de contrôle de la DDTM.

Les résultats de l'autosurveillance sont joints au bilan global de fin de travaux, conformément aux termes de l'article 7 du présent arrêté.

Article 5-5 Éléments relatifs aux travaux à transmettre au service chargé de la Police de l'Eau (PE) et au Service contrôle (SC) de la DDTM

Article	Objet	Échéance	Service
Art. 5	Programme détaillé des opérations, descriptif technique, planning prévisionnel de réalisation du chantier, plans et documents graphiques utiles	Un mois avant le démarrage des travaux	PE
	Plan d'Assurance Qualité Environnement (PAQE)	Avant le démarrage des travaux	PE
	Toute information concernant un incident ou une situation susceptible de modifier le bon déroulement du chantier	Immédiatement	SC
	Plan d'intervention qui fixe les moyens et procédures à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle	Avant le début des travaux	SC + PE
Art 7	Bilan global de fin de travaux	Trois mois après les travaux	PE
	Plans de récolement (DOE)		
	Bordereaux de suivi des déchets		
Art 8	Protocole de suivi de milieu	Un mois avant le début de travaux	PE

Article 5-6 Prévention

En vue de préserver la qualité des eaux et des sédiments tant marins que continentaux, le bénéficiaire engage des actions préventives et de correction, en agissant prioritairement à la source.

Article 5-7 Pollutions accidentelles

Toutes les mesures sont prises pour prévenir les pollutions accidentelles.

Les moyens et procédures de lutte contre une pollution accidentelle sont ceux prévus en phase travaux (article 5 du présent arrêté).

Article 5.8 Entretien et maintenance

La maintenance préventive des raccordements électriques sous-marins décrits à l'article 4 est assurée par une surveillance régulière du tracé visant notamment à contrôler la position du câble et l'évolution de la configuration des fonds marins à ses abords. Il en est de même concernant les sorties d'atterrage.

Les opérations de maintenance curative tant en milieu marin que terrestre répondent aux prescriptions des articles 5.1 à 5.7 du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Information des services de l'État et publicité des résultats

Les données brutes recueillies lors de l'état de référence du milieu réalisé avant tous travaux visé à l'article 5 du présent arrêté sont versées au système d'information sur la nature et les paysages (base régionale SILÈNE) et sur la plateforme de dépôt légal des données de biodiversité (www.projets-environnement.gouv.fr) par le bénéficiaire.

Pour chaque lot de données, le bénéficiaire fournira à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA (DREAL PACA) l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILÈNE.

ARTICLE 7 : Cessation d'activité et remise en état des lieux

Le décommissionnement des câbles historiques de travail et de secours relève d'une autorisation distincte de la présente. Un arrêté préfectoral spécifique portera l'autorisation de déployer et d'exploiter des câbles sous-marins HTA de raccordement électrique, et de décommissionner les câbles historiques de travail et de secours en vue de la remise en état des lieux.

Les travaux de décommissionnement du câble de réparation seront entrepris, au titre du présent arrêté, une fois que ces câbles pérennes seront raccordés au réseau public de distribution électrique, et mis en exploitation. Les modalités de mise en œuvre de ces travaux respectent les prescriptions des articles 6, 7, 8 et 9 du présent arrêté.

Le bénéficiaire s'engage à procéder aux opérations de remise en état, de restauration ou réhabilitation des sites afin d'assurer la réversibilité effective des modifications apportées au milieu naturel dans les conditions fixées à l'article L.181-23 du code de l'environnement.

TITRE III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 8 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente ans pour les câbles historiques (Travail, secours et liaison avec l'île d'If) et pour le câble de réparation à compter de la date de notification au bénéficiaire du présent arrêté.

Dans le cas où le bénéficiaire demanderait une prolongation de cette autorisation, la demande doit parvenir au préfet au moins deux ans avant l'expiration de celle-ci, conformément aux dispositions de l'article R.181-49 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable. La présente autorisation peut être abrogée ou modifiée sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police dans les conditions prévues par les articles L.214-4 (II et II bis) et L.181-22 du code de l'environnement.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer les mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, lesquelles visent notamment à:

- mettre le bénéficiaire en demeure de satisfaire aux prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement et plus particulièrement du présent arrêté, aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités ;
- fixer les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

Ces mesures sont prises sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions du code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le bénéficiaire change ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintient pas constamment les installations en état normal de fonctionnement.

En vertu des dispositions du dernier alinéa de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire s'il apparaît que le respect des dispositions prescrites aux articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. Ces prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires.

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer au service en charge de la Police de l'Eau et au service contrôle de la DDTM, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.219-7 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 11 : Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge des missions de contrôle au titre de l'article L.216-3 du code de l'environnement, sous réserve de souscrire aux obligations de sécurité, ont libre accès aux installations autorisées, ainsi qu'aux navires chargés des travaux relevant de la présente autorisation.

Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Par ailleurs, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport notamment nautique ou autres permettant d'accéder aux activités autorisées ou à la zone exploitée.

En cas d'infraction aux prescriptions de la présente autorisation, il pourra être fait application des dispositions prévues aux articles L.171-8 et L.216-4 du code de l'environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 12 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 14 : Publication et information des tiers

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Marseille, commune d'implantation du projet, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de la commune de Marseille pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 15 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction compétente, en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1. par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

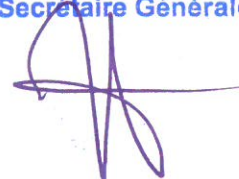
La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 16 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Madame la Maire de la commune de Marseille,
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône,
Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA,
Monsieur le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille,

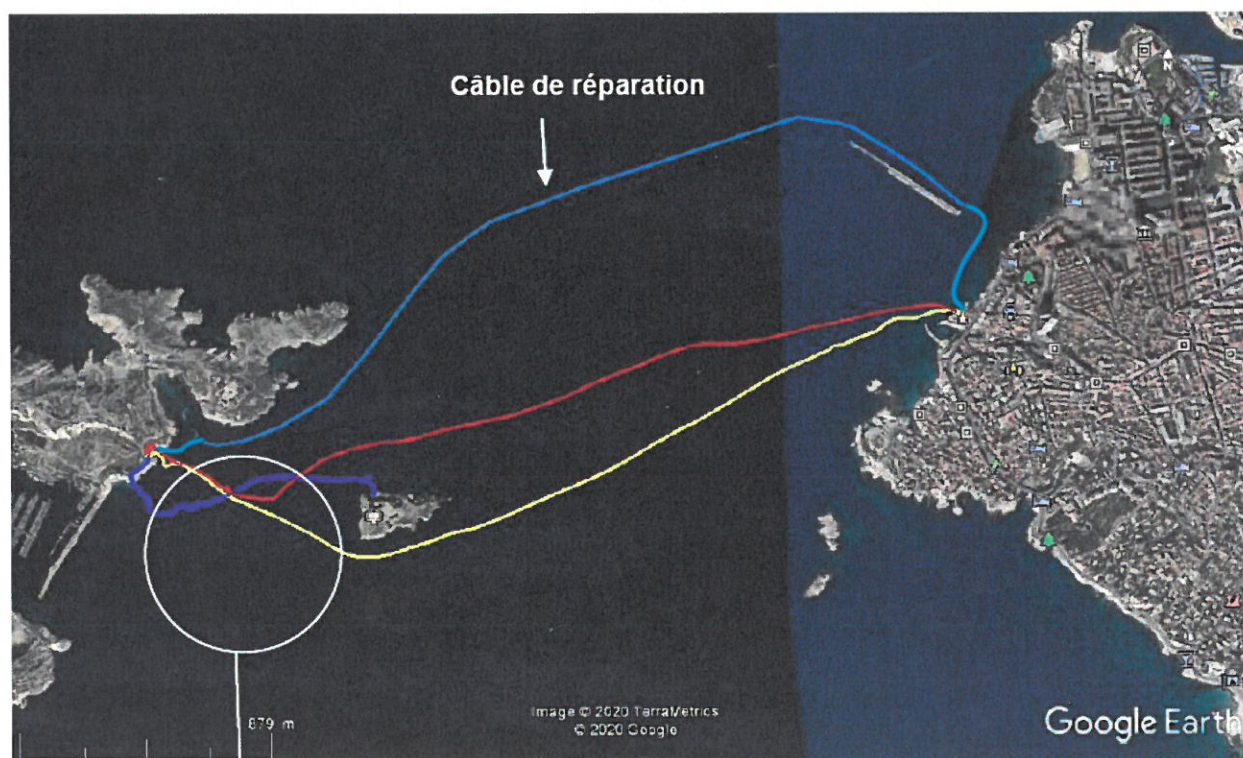
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie ainsi que les agents visés par les articles L.216-3 et L.218-53 du code de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ENEDIS.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale



Juliette TRIGNAT

Annexe 1 **Localisation du projet et emprise des ouvrages**



Câble de travail : en rouge
 Câble de secours : en jaune
 Câble alimentation de l'île d'If : en bleu

PREFECTURE DES B-D-R

Direction de la citoyenneté
 de la légalité et de
 l'environnement

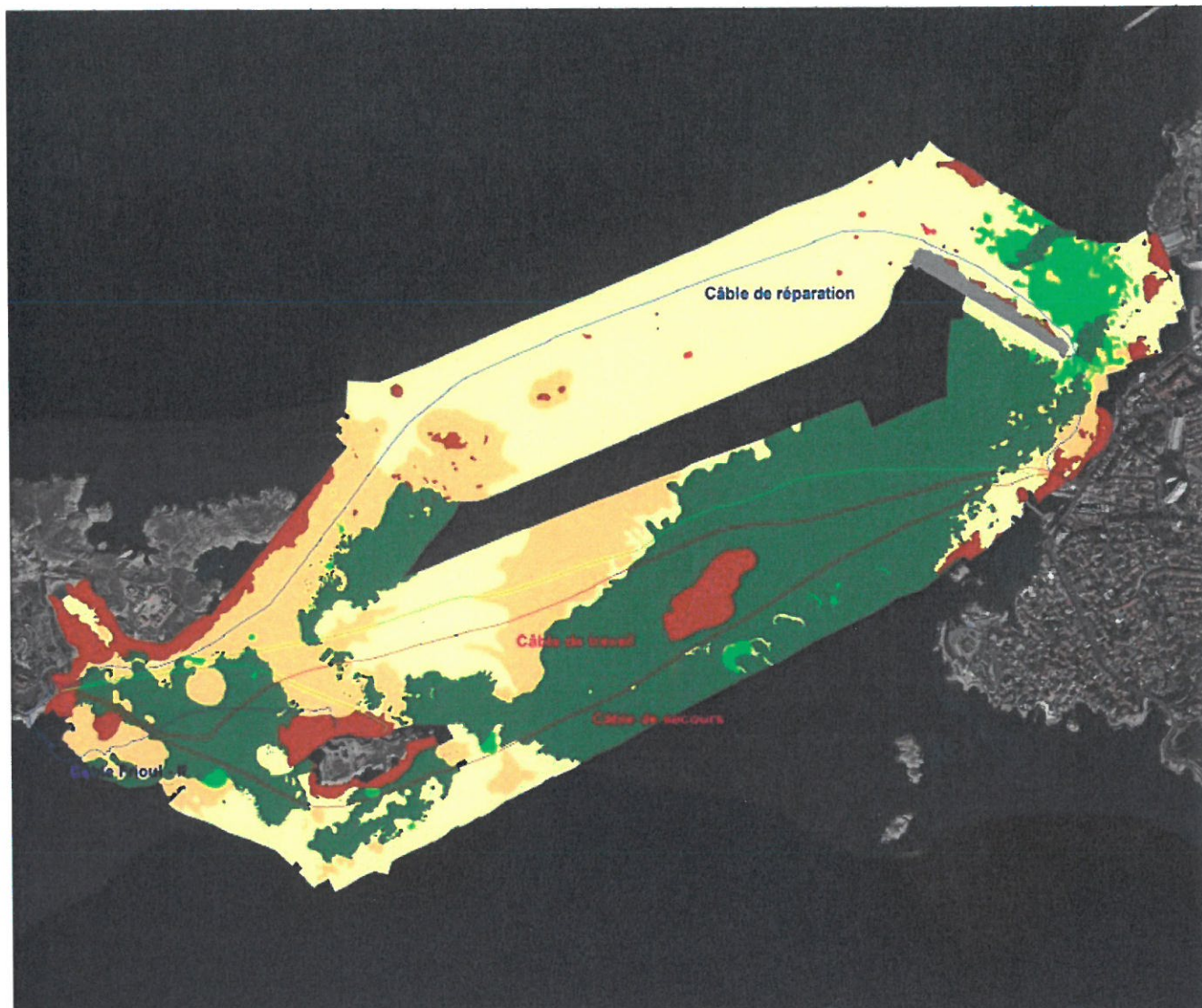
11/12

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
 A L'ARRÊTÉ N° 86-2020-AE
 DU 8 OCT. 2020

Pour le Préfet
 La Secrétaire Générale


 Juliette TRIGNAT

Annexe 2
Cartographie des biocénoses marines



Biocénoses de Méditerranée

- Biocénose de l'herbier à *Posidonia oceanica*
- Association de la matte morte de *Posidonia oceanica*
- Biocénose des galets infralittoraux
- Fonds meubles infralittoraux
- Herbiers à *Zostera noltii*
- Herbiers à *Cymodocea*
- Fonds meubles circalittoraux
- Biocénose des algues infralittorales
- Biocénose Coralligène
- Biocénose de la roche du large
- Biocénose des roches bathyales
- Habitats artificiels
- Zone bathyale

PREFECTURE DES B-D-R

Direction de la citoyenneté
de la légalité et de
l'environnement

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 86-2020 AE
DU 8 OCT. 2020

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale



Juliette TRIGNAT